



**MINISTÈRE DES ARMÉES**



**SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE  
NORD-OUEST**

**MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (C.C.T.P.)**

**PERSONNE PUBLIQUE**

ETAT - MINISTÈRE DE LA DÉFENSE  
Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest  
Quartier Margueritte – BP 14 – 35998 RENNES Cedex 9

**OBJET DU MARCHE**

MARCHE DE CONTRÔLE TECHNIQUE (CT)  
se rapportant au marché de construction d'un atelier multimodal à Gien

**CONDUCTEUR D'OPÉRATION**

Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest  
Représenté par Monsieur le chef du Bureau Conduite des Opérations de Tours

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES - INTERVENANTS –</b>	<b>3</b>
1.1 - Objet du projet	3
1.2 - Caractéristiques de l'opération	3
1.3 - Décomposition de la mission en tranches et parties techniques	3
1.3.1 - Décomposition en tranches	3
1.3.2 - Décomposition en parties techniques	3
1.4 - Intervenants	4
1.4.1 - Titulaire	4
1.4.2 - Délégation des attributions du représentant du pouvoir adjudicateur.	5
1.4.3 - Maîtrise d'ouvrage	5
1.4.4 - Conduite d'opération	5
1.4.5 - Maîtrise d'œuvre	5
1.4.6 - Coordination SPS	5
1.4.7 - Ordonnancement, pilotage, coordination	5
<b>ARTICLE 2 - CONTENU DE LA MISSION - MOYENS ET AUTORITÉ DU CONTRÔLEUR</b>	<b>6</b>
2.1 – Généralités	6
2.2 - Missions de contrôle	6
2.3 - Contraintes spécifiques	7
2.4 - Moyens accordés par le maître d'ouvrage	7
2.5 - Autorité du contrôleur technique	8
2.6 - Personne désignée pour signer les avis	8
<b>ARTICLE 3 - RÉCEPTION DES PRESTATIONS</b>	<b>8</b>
3.1 - Réception des parties techniques	8
3.2 - Réception des rapports de contrôle technique	8
3.3 - Réception des avis d'examen de documents et des comptes rendus de visite	9
3.4 - Achèvement de la prestation	9

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

### ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES - INTERVENANTS –

#### 1.1 - Objet du projet

Le présent marché a pour objet l'intervention d'un contrôleur technique en vue d'effectuer les missions définies à l'article 3 ci-après pendant les parties de conception et de réalisation se rapportant au marché de :

**« Construction d'un atelier multimodal »**

Sur le site de la 12<sup>e</sup> BSMAT à Gien (45500).

Les missions du contrôleur technique seront effectuées conformément à la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 modifiée relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

#### 1.2 - Caractéristiques de l'opération

Le descriptif sommaire des travaux est précisé dans l'annexe 1.

#### 1.3 - Décomposition de la mission en tranches et parties techniques

##### 1.3.1 - Décomposition en tranches

Sans objet.

##### 1.3.2 - Décomposition en parties techniques

Les prestations sont scindées en six (6) parties techniques telles que définies dans le tableau ci-dessous :

<i>Phases</i>	<i>Parties techniques</i>	<i>Contenu de la Partie technique</i>
CONCEPTION	Partie 1	<b>Examen de l'avant-projet (AVP) :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Participation à des réunions de mise au point technique ;</li><li>- Examen de l'AVP;</li><li>- Mise à jour du <b><u>rapport préalable de contrôle technique</u></b> (RP)..</li></ul>
	Partie 2	<b>Examen des documents de conception :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Examen des documents de conception sur la base des études de projet (PRO) ;</li><li>- Etablissement d'un <b><u>rapport initial de contrôle technique</u></b> (RICT).</li></ul>

<b>REALISATION</b>	<b>Partie 3</b>	<b>Examen des documents techniques d'exécution :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Examen des dispositions définies dans les plans et autres documents techniques d'exécution, accompagnés de leurs justificatifs ;</li> <li>- <b>Formulation des avis</b> correspondants.</li> </ul>
	<b>Partie 4</b>	<b>Examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Examen visuel à l'occasion de <b>visites ponctuelles</b> réparties sur la durée de réalisation des ouvrages ;</li> <li>- Examen des documents techniques tels que procès-verbaux d'essais et certification des produits ;</li> <li>- <b>Formulation des avis</b> correspondants.</li> <li>- Participation à des rendez-vous de chantier.</li> </ul>
	<b>Partie 5</b>	<b>Assistance aux opérations de réception :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Etablissement du <b>rapport final de contrôle technique</b> (RFCT) avant la réception des travaux.</li> </ul>
	<b>Partie 6</b>	<b>Période de garantie de parfait achèvement :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Examen visuel des travaux de parachèvement exécutés pendant la période de garantie de parfait achèvement ;</li> <li>- <b>Formulation des avis</b> correspondants.</li> </ul>

Conformément à l'article 22 du CCAG/Prestations Intellectuelles, le marché peut être arrêté à l'issue de chaque partie technique sans que cela ne soit susceptible d'aucune indemnité de la part du titulaire.

L'exécution de chaque partie technique fait l'objet d'une décision de réception afférente aux prestations de ladite partie technique.

## 1.4 - Intervenants

### 1.4.1 - Titulaire

Le titulaire du marché est désigné sous le nom de "contrôleur technique" dans les pièces du présent marché. Il est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des intervenants qu'il a désignés.

La(les) personne(s) physique(s) désignée(s) dans l'acte d'engagement pour exercer la mission de contrôle technique doit(vent) en permanence posséder l'agrément requis par l'article L. 111-25 du code de la construction et de l'habitation sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire.

Par application de ce même article L. 111-25, l'activité de contrôle technique est incompatible avec l'exercice de toute activité de conception, d'exécution ou d'expertise d'un ouvrage.

Le contrôle technique est assuré, pour les six parties techniques, par les personnes physiques nommément désignées dans l'acte d'engagement. La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la personne qui se trouve nommément désignée pour en assurer la conduite.

Si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, et par dérogation à l'article 3.4.3 du C.C.A.G. /P.I., l'accord de la personne publique sur l'identité du nouveau contrôleur technique est formulé par décision écrite du représentant du pouvoir adjudicateur antérieurement à la passation de fonction. A ce titre, obligation est faite au titulaire de désigner au moins un remplaçant et de faire figurer ses nom et références dans l'acte d'engagement.

Le changement de contrôleur technique occasionné par un cas de force majeure ou par la durée des travaux (congelés ou autre) sera constaté par procès-verbal établi après la visite du chantier effectuée par le contrôleur technique et le contrôleur technique suppléant.

Le titulaire est tenu, par ailleurs, de communiquer immédiatement au représentant du pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- à la forme juridique sous laquelle il se présente ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à sa nationalité ;
- à son domicile ou à son siège social ;
- au montant de son capital social ;
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent ;
- aux groupements auxquels il participe lorsque ces groupements intéressent l'exécution du marché.

S'il ne respecte pas cette obligation, le titulaire s'expose à la résiliation de son marché à ses torts et frais et risques.

#### 1.4.2 - Délégation des attributions du représentant du pouvoir adjudicateur.

Pour l'exécution du présent marché, les attributions du représentant du pouvoir adjudicateur, sont partiellement déléguées au **chef du Bureau Conduite des Opérations de Tours (BCO Tours)** dans les conditions fixées par une décision notifiée au titulaire avant tout commencement de la mission.

#### 1.4.3 - Maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage de l'opération sera assurée par l'Etat - Ministère de la défense – **Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest**.

#### 1.4.4 - Conduite d'opération

Au sein de la maîtrise d'ouvrage, la conduite d'opération est assurée par le **Bureau Conduite des Opérations de Tours**.

#### 1.4.5 - Maîtrise d'œuvre

La mission de maîtrise d'œuvre des travaux donnant lieu au contrôle technique sera assurée par un opérateur économique privé.

Son nom et sa mission seront alors communiqués au contrôleur technique.

#### 1.4.6 - Coordination SPS

Un coordonnateur SPS assurera la coordination SPS de niveau 2. Le marché a été attribué à la société BUREAU VERITAS.

#### 1.4.7 - Ordonnancement, pilotage, coordination

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination sera assurée par un opérateur économique privé, mandaté par la maîtrise d'œuvre.

## ARTICLE 2 - CONTENU DE LA MISSION - MOYENS ET AUTORITE DU CONTRÔLEUR

### 2.1 – Généralités

Les actes techniques sont énumérés à l'annexe B du CCTG – Contrôle technique.

Les interventions du contrôleur technique commencent dès le début de la phase d'avant-projet et s'achèvent à la date de fin de la période de parfait achèvement (GPA), y compris les prolongations éventuelles de GPA.

**A titre indicatif, la durée du présent marché est de 46 mois (y compris GPA). Il devrait débuter en Mai 2026.**

Les prestations du présent marché sont scindées en parties techniques définies comme indiquées dans l'article 1.3.2 ci-avant.

Les conditions suivantes seront en outre appliquées :

- Si au cours d'une phase technique, le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au représentant du pouvoir adjudicateur
- La mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet. Dans ce but, il doit notamment signaler au représentant du pouvoir adjudicateur les essais qu'il estimerait nécessaires
- Les avis donnés au fur et à mesure de l'exécution des travaux sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle technique de l'opération, personne physique désignée à cet effet.

Point important : Tous les documents sans exception (plans, notes de calculs, fiches techniques, etc.) transmis au maître d'œuvre devront obligatoirement faire l'objet d'un avis renseigné.

Tous les avis y compris les rapports doivent être renseignés d'une façon claire et précise de manière à ne laisser aucune ambiguïté sur la conformité du document ou de la prestation :

- *Conforme (C)*
- *Non-conforme (NC)*
- *Suspendu (S)*
- *Sans objet (SO)*
- *Hors mission (HM)*
- *Pour mémoire (PM)*

Selon l'arrêté du 25 juin 1980 modifié. Toute autre interprétation est à proscrire.

Tous les avis, rapports et comptes rendus seront diffusés par le contrôleur technique au conducteur d'opération, au maître d'œuvre, au titulaire des marchés de travaux et au coordonnateur SPS.

Point important :

Le temps de trajet n'entre pas en compte pour le nombre d'heures consacrées aux prestations.

### 2.2 - Missions de contrôle

2.2.1 Pour l'ensemble de l'opération, le titulaire assurera les missions suivantes :

- Mission L relative à la solidité des ouvrages et des équipements indissociables ;
- Missions S et STI relatives à la sécurité des personnes ;
  - Ces missions concernent notamment les ouvrages et éléments d'équipement concourant à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants, les

installations électriques compris les équipements spécifiques à l'activité professionnelle ainsi que les ouvrages et éléments d'équipement relatifs à la sécurité, compris la sécurité incendie.

Les vérifications seront conduites au regard de la réglementation mais aussi au regard des règles établies par les assureurs, telles que les règles APSAD.

- Mission HAND relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
- Mission F relative au fonctionnement des installations nécessaires à l'exploitation du bâtiment :

Cette mission concerne notamment les lignes de vie, les réseaux extérieurs d'alimentation en eau et d'assainissement, les réseaux de transport de chaleur ou de froid, les systèmes de production et de distribution d'eau chaude, la distribution d'eau froide, l'évacuation des eaux usées et des eaux pluviales, les systèmes de chauffage, les systèmes de ventilation : confort, climatisation, ventilation mécanique contrôlée, les installations électriques intérieures au bâtiment (courants forts).

- Mission PH relative à l'isolation acoustique des bâtiments autres qu'à usage d'habitation
- Mission Th relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie dans des bâtiments
- Mission Consuel relative à la vérification de la conformité des installations électriques préalablement à la mise sous tension
- Vérification initiale des installations électriques (article R4226-14 du Code du travail) ;

### 2.3 - Contraintes spécifiques

En cours de travaux dans le cas des contraintes spécifiques à la Défense, le contrôleur technique devra, en complément des exigences réglementaires, vérifier la conformité de l'opération aux réglementations et exigences techniques spécifiques du ministère des Armées (notamment la directive sur la performance énergétique SID jointe en annexe 2). La maîtrise d'ouvrage fournira ces documents spécifiques. Le titulaire du marché devra intégrer cela dans sa mission et sans surcoûts.

### 2.4 - Moyens accordés par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage :

- à informer les maître(s) d'œuvre, entreprises, bureaux d'études et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent marché de contrôle technique ;
- à fournir au contrôleur technique, sans frais et en tenant compte des délais nécessaires à ses opérations, tout renseignement, justificatif et document technique utiles à l'accomplissement de sa mission ainsi que toute pièce modificative ;
- à donner librement accès aux chantiers et aux autres lieux d'intervention et, d'une façon générale, à fournir toute facilité au contrôleur technique pour l'exercice de sa mission ;
- à prévenir le contrôleur technique de la date de commencement des travaux. Ce dernier est par ailleurs informé du déroulement du chantier par la communication systématique qui lui est faite des comptes rendus de réunion. Il assiste aux dites réunions s'il le désire ou sur réquisition du maître d'ouvrage lorsque la teneur de la réunion le justifie ;
- à fournir au contrôleur technique la liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier.

#### Points importants :

Le contrôleur technique assiste obligatoirement aux réunions de chantier dans les cas suivants :

- Lorsque le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage convoque le contrôleur technique par courrier ou courrier électronique ;
- Lorsque le contrôleur technique juge sa présence indispensable et nécessaire au bon déroulement de sa mission ;

Dès le début de la prestation, conformément au mémoire technique fourni par le titulaire du marché lors de la consultation, le contrôleur technique devra préciser par courrier électronique au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage le nombre de visites en cours de travaux en distinguant la participation à la réunion de chantier du contrôle d'exécution.

Durant la phase AVP, le contrôleur technique pourra être sollicité pour participer à des réunions de mise au point. Toutes ces réunions se dérouleront obligatoirement à Tours. Il devra en tenir compte lors de l'établissement de son offre.

## **2.5 - Autorité du contrôleur technique**

Le contrôleur technique a un droit d'accès permanent au chantier.

Tout différend entre le contrôleur technique et les autres intervenants dans l'opération, y compris la maîtrise d'œuvre, est soumis au maître d'ouvrage.

Le contrôleur technique est habilité à se faire communiquer par les différents intervenants du projet (la maîtrise d'œuvre, le responsable de l'O.P.C., les différents BET, le coordinateur SPS), tout document et information nécessaire à l'accomplissement de sa mission.

Lors de la réalisation du projet, il est tenu de s'assurer que les vérifications techniques utiles sont effectuées correctement par les différents intervenants.

## **2.6 - Personne désignée pour signer les avis**

Dès la notification du présent marché, le contrôleur technique désigne le responsable technique qualifié pour signer au cours de l'exécution du marché les avis prévus à l'article 10 du C.C.T.G./C.T..

En cas de remplacement du contrôleur technique en cours d'exécution des prestations, et par dérogation à l'article 3.4.3 du C.C.A.G. /P.I., l'accord de la personne publique sur l'identité du nouveau contrôleur technique est formulé par décision écrite du représentant du pouvoir adjudicateur antérieurement à la passation de fonction.

# **ARTICLE 3 - RECEPTION DES PRESTATIONS**

## **3.1 - Réception des parties techniques**

Le titulaire avise le représentant du pouvoir adjudicateur de la date à laquelle les prestations sont présentées en vue des vérifications.

La réception des prestations de chacune des parties techniques ne peut intervenir qu'après remise complète des documents qui s'y rapportent. La réception fait l'objet d'une décision du pouvoir adjudicateur notifiée par ordre de service.

Tout projet de décompte reçu avant achèvement de la totalité des prestations dues au titre de la partie technique considérée sera renvoyé à l'expéditeur pour un nouvel envoi en temps opportun.

Par dérogation à l'article 29 du C.C.A.G. /P.I., l'acceptation par représentant du pouvoir adjudicateur du décompte final relatif au marché vaut décision de réception.

Par dérogation aux articles 3.1 et 27 du C.C.A.G. /P.I., le paiement du solde du marché dans les conditions stipulées à l'article 4.2.4 du présent C.C.P. vaut notification de la réception et sa date d'effet est celle du projet de décompte final remis par le contrôleur technique.

## **3.2 - Réception des rapports de contrôle technique**

Les rapports suivants établis par le Contrôleur Technique devront être établis et diffusés selon la répartition suivante :

- *Rapport « préalable » ; 1 exemplaire dématérialisé au maître d'ouvrage et maître d'œuvre*
- *Rapport « initial » ; 1 exemplaire dématérialisé au maître d'ouvrage et maître d'œuvre*



- *Rapport « final » ; 1 exemplaire dématérialisé au maître d'ouvrage et maître d'œuvre*
- *Rapports complémentaires demandés par le maître de l'ouvrage en fonction d'éventuelles difficultés.*

**Nota :**

Les rapports « *initial* » et « *final* » seront fournis renseignés d'une façon claire et précise de manière à ne laisser aucune interprétation. Dans le cas contraire, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas réceptionner la partie technique.

### **3.3 - Réception des avis d'examen de documents et des comptes rendus de visite**

A chaque examen de document, le contrôleur technique devra établir un avis d'examen de document précisant :

- la nature du (ou des) document(s) examinés ;
- la date d'examen des documents,
- les remarques ou observations.

A chaque visite de chantier, le contrôleur technique devra établir un compte rendu de visite précisant :

- la date,
- les horaires de passage et de contrôle,
- le ou les ouvrages contrôlés,
- les remarques ou observations.

Tous les avis et comptes rendus de visite seront diffusés par le contrôleur technique au conducteur d'opération et au maître d'œuvre.

### **3.4 - Achèvement de la prestation**

Les prestations du contrôleur technique s'achèvent à l'expiration de la période de parfait achèvement (GPA), y compris les prolongations éventuelles de GPA.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie, sur demande du titulaire, par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions des articles 26 et 29 du CCAG/PI et constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.